

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NANTET LOCABENNES SARL

353 Allée de l'Artisanat
PETIT COEUR
73260 La Léchère

Code AIOT : 0006104435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement NANTET LOCABENNES SARL implanté 353 Allée de l'Artisanat PETIT COEUR 73260 La Léchère. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NANTET LOCABENNES SARL
- 353 Allée de l'Artisanat PETIT COEUR 73260 La Léchère
- Code AIOT : 0006104435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nantet Locabennes exploite sur la commune de La Léchère un centre de tri, transit et

regroupement de déchets dangereux et non dangereux, relevant de la législation sur les installations classées sous le régime de l'autorisation. Les activités sont autorisées depuis 1999 et exercées aujourd'hui sous couvert d'un arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 consécutif à la mise à jour des conditions d'exploitation des activités exercées sur le site par l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance des modifications	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 1.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 3.4.4 et 3.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Conditions d'entreposage des déchets verts	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 7.1.12.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 1.2.2 et 7.1.1	Sans objet
3	Prévention des nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 2.1.3	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 6.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection réalisée, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes :

Sous un délai de 1 mois :

- transmettre un dossier de porter-à-connaissance détaillant l'ensemble des modifications apportées au site sous un délai de 1 mois. En l'état, nous rappelons à l'exploitant qu'il doit respecter les volumes de déchets édictés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2016,
- d'être en capacité de justifier la durée de séjour des déchets verts sur site. Ce délai ne devra excéder 72 heures,
- d'inclure au sein de son plan de défense contre l'incendie les éléments suivants :
 - des modalités d'accès par le personnel du SDIS en cas d'intervention sur le site,
 - des modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des

matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection.

Sous un délai de 2 mois :

- transmettre le bon de commande relatif à la contre-analyse des rejets acqueux et d'investiguer sur l'origine de ces dépassements en vue de les traiter et de respecter les valeurs limites d'émissions associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance des modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a expliqué que plusieurs modifications sont intervenues sur le site depuis 2023. En particulier, de nouveaux réseaux ont été installés, plusieurs décanteurs particuliers ont été ajoutés avant que les réseaux ne se rejoignent à un séparateur à hydrocarbures unique. Les emplacements des tas de déchets ont été modifiés. L'exploitant nous a fourni de fait les nouveaux plans à jour lors de la visite. Enfin, l'exploitant a indiqué que le volume de déchets entreposés serait supérieur suite à la réorganisation du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre un dossier de porter-à-connaissance détaillant l'ensemble des modifications apportées au site sous un délai de 1 mois. En l'état, nous rappelons à l'exploitant qu'il doit respecter les volumes de déchets édictés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 1.2.2 et 7.1.1	
Thème(s) : Situation administrative, Volume de déchets présents sur site	
Prescription contrôlée :	
Nature du déchet	Quantité, volume, surface

Ferrailles et métaux	645 m ²
plâtre	200 m ³
Gravats	2000 m ²
Bois	8000 m ³
Papiers/cartons	500 m ³
Plastiques/pneumatiques	300 m ³
Déchets non dangereux pré triés	400 m ³
Déchets non dangereux en attente de tri	300 m ³
Déchets verts	200 m ³
Encombrants	300 m ³
Déchets d'ameublement	100 m ³
Déchets dangereux	30 t
Bois traités	16 t
Refus de tri incinérables	375 m ³
Ordures ménagères en transit	400 m ³

Constats :

L'exploitant nous a indiqué les volumes de déchets présents au 5 juin 2025 (date à laquelle le dernier état des stocks a été effectué). Lors de la visite du site, il n'a pas été constaté d'écart entre les volumes annoncés et les volumes effectivement présent sur le site.

Nature du déchet	Quantité, volume, surface	Volume actuellement présent
Ferrailles et métaux	645 m ²	500 m ² (ou 620 m ³)
plâtre	200 m ³	200 m ³
Gravats	2000 m ²	400 m ³
Bois	8000 m ³	4800 m ³

Papiers/cartons	500 m ³	450 m ³
Plastiques/pneumatiques	300 m ³	190 + 0 m ³
Déchets non dangereux pré triés	400 m ³	900 m ³ pour les déchets non dangereux pré triés, triés et les encombrants
Déchets non dangereux en attente de tri	300 m ³	900 m ³ pour les déchets non dangereux pré triés, triés et les encombrants
Encombrants	300 m ³	900 m ³ pour les déchets non dangereux pré triés, triés et les encombrants
Déchets verts	200 m ³	180 m ³
Déchets d'ameublement	100 m ³	0 m ³
Déchets dangereux	30 t	21,5 tonnes
Bois traités	16 t	8,7 tonnes
Refus de tri incinérables	375 m ³	150 m ³
Ordures ménagères en transit	400 m ³	220 m ³
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Prévention des nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. En particulier, le stockage des ordures ménagères en transit ... ne dépasse pas 72 heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, une inspection avait été menée le 29 décembre 2022 visant à faire le point sur les nuisances olfactives du site. L'exploitant avait répondu par un courrier daté du 7 février 2023 en expliquant mettre en œuvre les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système de désodorisation à proximité du hangar où sont entreposés les ordures ménagères,

- l'arrêt prochain de la réception de boues de station d'épuration,
- l'installation d'une manche à air en vue de connaître et adapter l'activité en fonction de l'orientation du sens du vent.

Lors de la visite, nous avons pu constater la mise en œuvre effective de ces trois actions. En particulier, le système de désodorisation a été mis en route lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 3.4.4 et 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, VLE et fréquence d'analyse

Prescription contrôlée :

En sortie du dispositif interne de traitement, les eaux pluviales, et le cas échéant, les eaux d'extinction d'incendie, doivent présenter les caractéristiques suivantes :

Les eaux rejetées ne provoquent pas de coloration notable du milieu récepteur. Elles ne comportent pas de substances dangereuses dans des concentrations susceptibles d'entraîner la destruction de la faune piscicole à l'aval du point de rejet.

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
Température	< 30 °C
pH	compris entre 5,5 et 8,5
MEST	100
DCO	300
DBO ₅	100
Hydrocarbures totaux	10
Indice phénols	0.3
AOX	5
Cyanures totaux	0.1
Arsenic	0.05
Cadmium	0,2
Chrome hexavalent	0.1

Chrome total	0,5
Cuivre	0,5
Fer + Aluminium	5
Mercure	0,05
Nickel	0,5
Plomb	0,5
Zinc	2

L'exploitant procède annuellement, en période de fonctionnement normal des installations, à des analyses d'échantillons représentatifs des effluents rejetés lors du fonctionnement sur une journée des installations, pour les paramètres cités au 3-4-4.

Les analyses sont réalisées par un organisme ou laboratoire agréé, et selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Elles font l'objet d'un rapport, transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après son édition.

Constats :

Suite aux dernières évolutions apparues sur le site, le plan des réseaux a été mis à jour.

Le contrôle annuel des rejets liquides du site a été effectué le 22 mai 2025. Des dépassements vis-à-vis des valeurs réglementaires sont constatées sur les paramètres DCO/DBO₅.

La concentration en DCO est mesurée à 408mg/l (pour une VLE à 300 mg/l) et pour la DBO₅ à 153 mg/l (pour une VLE à 100 mg/l).

L'exploitant explique qu'une contre-analyse sera effectué en veillant à ce que les échantillons soient représentatifs des effluents rejetés lors du fonctionnement sur une journée des installations. Des investigations sont également menées afin de déterminer l'origine de ces dépassements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 2 mois, nous demandons à l'exploitant de nous transmettre le bon de commande relatif à la contre-analyse et d'investiguer sur l'origine de ces dépassements en vue de les traiter et de respecter les valeurs limites d'émissions associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 6.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m² (au minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc ...), • d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, • d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables, • 1 RIA (robinet d'incendie armé) à proximité du stockage des ordures ménagères, • 2 poteaux incendie (un à l'entrée du site, le second à proximité du hangar de stockage des déchets non dangereux), <p>Les extincteurs sont judicieusement placés et répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés et ils restent accessibles facilement en toute circonstance.</p> <p>En complément des hydrants, le site dispose d'une réserve d'eau d'extinction incendie d'une capacité minimale de 150m³. Cette réserve d'eau est équipée d'une plateforme de pompage accessible aux engins des services de secours.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Maintenance et vérification périodique des équipements</p> <p>L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier "installations classées" prévu à l'article 1-5-10.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie détaillés à l'article 6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 sont effectivement présents sur site. La réserve incendie de 150 m³ était présente mais comportait en sa surface de nombreux copeaux de bois suite à une erreur de manutention.</p> <p>L'ensemble des matériels ont été vérifiés le 6 novembre 2024 par la société EUROFEU.</p> <p>Enfin, les poteaux incendies ont été testés le 17 mars 2025 par DESAUTEL et fournissent chacun un débit supérieur à 60 m³/h à un débit de 1 bar.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nettoyer la surface du plan d'eau de la réserve incendie sous un délai de quinze jours, considérant les difficultés d'accès à la ressource potentielle que ces déchets peuvent engendrer.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions d'entreposage des déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2016, article 7.1.12.5

Thème(s) : Autre, Conditions d'entreposage des déchets verts
Prescription contrôlée : Les déchets verts sont entreposés dans une alvéole spécifique pour une durée n'excédant pas 72h. L'exploitant doit en permanence être en mesure de justifier l'origine et la durée de séjour des déchets verts présents sur le site.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier si ses déchets verts sont entreposés moins de 72 heures sur site. Il a mentionné sa volonté de faire évoluer cette prescription dans le dossier de porter-à-connaissance qui sera transmis prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, et en l'attente du dossier de porter-à-connaissance et d'une possible évolution de cette prescription, nous demandons à l'exploitant d'être en capacité de justifier la durée de séjour des déchets verts sur site. Ce délai ne devra excéder 72 heures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas

échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant satisfait l'ensemble des éléments devant être inclus dans le plan de défense incendie à l'exception de :

- des modalités d'accès par le personnel du SDIS en cas d'intervention sur le site,
- des modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous demandons à l'exploitant d'inclure au sein de son plan de défense contre l'incendie les éléments mentionnés dans le constat ci-dessus, sous un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois